

n'a pas beaucoup le choix alors; elle fera ce qu'on lui demande. Il peut arriver aussi que les gouvernements soient en désaccord quant à ce qui devrait être exigé des entreprises, mais sans qu'il y ait une obligation quelconque imposée par aucun des gouvernements en cause. L'entreprise jouit alors d'une très grande marge de manoeuvre et elle peut choisir les actions qui contribuent le plus à la poursuite de ses propres objectifs. Plus la firme exercera ce choix d'ailleurs, plus elle établira le sens de l'évolution des politiques des gouvernements qui réagiront aux gestes posés par les entreprises plutôt qu'ils ne les détermineront. Il est possible également que les gouvernements soient en désaccord quant au comportement souhaité de la part des entreprises, certains d'entre eux tentant d'influer sur ce comportement tandis que les autres s'abstiendraient de poser quelque geste que ce soit. La firme conserve alors la possibilité de s'exposer le moins possible aux politiques du ou des gouvernements qui imposent des restrictions. Elle a, par exemple, évité certains pays parce qu'elle trouvait trop sévères les restrictions gouvernementales. Etant donné qu'il existe une interdépendance entre les entreprises multinationales et qu'il y a de fortes chances pour que leur interprétation des événements soit sensiblement la même, si une entreprise rejette la possibilité d'un investissement dans un pays en particulier, ce rejet pourrait bien influencer sur les attitudes des autres firmes concurrentes. On assisterait alors à une sorte de réaction en chaîne. Enfin, il peut arriver que les gouvernements soient en désaccord ou même en conflit chacun essayant de forcer l'entreprise à adopter un certain comportement. Si le conflit est porté au niveau diplomatique, l'entreprise tend à perdre son pouvoir de négociation et sa position devient incertaine.

La difficulté, pour les gouvernements, de calculer le coût du retrait d'un projet d'investissement est une autre raison qui les fait hésiter à recourir, de façon systématique, à des politiques restrictives. Quant aux